

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 23
Juin 2009

« La jeunesse est la flamme
de la révolution. »

Karl Liebknecht

Édito

UNE DYNAMIQUE UNITAIRE POUR SAUVER LA GAUCHE

Nous voulions changer l'Europe. Le 7 juin, nous avons perdu, la défaite est cuisante. Elle l'est d'autant plus que la France, l'Europe, sont encore et toujours frappées par la crise économique et sociale. Cette tension s'illustre de façon dramatique dans la vie quotidienne des travailleurs, nombreux à craindre le chômage technique, partiel, puis complet pour leur proches ou pour eux-mêmes. En temps de crise, l'espoir des peuples aurait pu, aurait dû résider dans la solidarité, la redistribution des richesses... il n'en fut rien : l'espoir se mue en crainte en temps de crise.

Ce que paye le Parti Socialiste, aujourd'hui, c'est de n'avoir pas su parler aux salariés menacés par les fermetures d'usines, de n'avoir pas su présenter ce scrutin comme le rempart contre la politique libérale. De n'avoir pas suffisamment dénoncé la gestion clientéliste de la crise par les gouvernements libéraux, ceux-là même qui ont actionné la pompe à finance pour renflouer les banques privées sans contrepartie, ceux qui suppriment des milliers de postes dans l'éducation...

Par conséquent, son électorat, le salariat, n'a pas accordé sa confiance au Parti Socialiste ainsi qu'au PSE pour naviguer en pleine tempête.

Pourtant, des propositions, nous en avons faites : SMIC à 1 500 euros, fin des évasions fiscales, reprise en main du processus monétaire de la BCE... Pourtant des idées, nous en avons ! Nous avons même rédigé un (pâle) Manifeste avec nos camarades de la social-démocratie européenne. Alors, qu'a-t'il manqué ? Que fallait-il pour transformer l'essai ?

Si les électeurs des couches populaires, si les jeunes se sont détournés de nos bulletins, c'est certainement parce que nous n'avons pas su faire naître l'espoir du changement. Errements du PSE, mépris de certains socialistes envers les tenants du Non, absence de solution alternative à la mise en concurrence du système d'enseignement supérieur, mollesse face aux attaques contre les libertés publiques... notre camp a parfois déçu bien des électeurs pourtant réputés proches de nos idées.

Il est des périodes où les flèches à notre arc ne font plus mouche, où la rose perd de son éclat, où le poing n'est plus aussi rageur. Dans ces moments, l'Histoire nous apprend que nous devons nous retourner vers notre camp, vers ceux qui souffrent, et construire avec tous nos partenaires de la gauche une dynamique unitaire. Seule cette unité peut porter les aspirations des plus faibles, ramener la confiance vers ceux qui ont pu se sentir trahis. Seule l'unité de la gauche peut réussir à mettre en lumière notre volonté de transformation radicale de la société. Notre mission est de transformer la crainte des peuples en envie, en espoir de changement. Changeons !

Par Nicolas Nocet (44)

SOMMAIRE

ANALYSE

DE LA DÉFAITE
DU PSE..... P. 2
par Tunjai Cilgi

DE LA VIEILLE SFIO
AU PS ET À L'UNION
DE LA GAUCHE..... P. 3
par Jean-François Claudon

ÉTAT DES LIEUX DES CAMPUS
UNIVERSITAIRES FRANÇAIS. P. 4
par Marlène Collineau

ÉRIC BESSON :
MINISTRE DU PIPEAU
ET DU DRAPEAU..... P. 6
par Xavier Bourdon

LOOKING FOR ERIC :
UN KEN LOACH
INATTENDU..... P. 7
par Julien Guérin

CARNET DE
CONSEIL NATIONAL..... P. 8
par Johann Cesa



François Mitterrand à la tribune lors du congrès d'Épinay-sur-Seine en juin 1971

Analyse de la défaite du PSE

Les élections européennes furent une lourde défaite pour le PS, ainsi que toute la sociale-démocratie. En outre, le scrutin du 7 juin dernier permet au Parti Populaire Européen (PPE) de rester aux manettes, lui qui pendant la dernière législature a voté les pires régressions contre les acquis sociaux des salariés, contre nos services publics et nos protections sociales.

Le Parti Socialiste Européen (PSE) avait un boulevard devant lui pour ravir la majorité des sièges au PPE alors même que la crise du capitalisme et du néolibéralisme venait de prouver une énième fois que le besoin de collectivisation des risques, de solidarités citoyennes, de subordination du marché et de la finance à la démocratie, d'égalité des droits de justice sociale était affirmé haut et fort par des millions de salariés à travers toute l'Europe.

Il y a eu, certes, l'élaboration d'un programme commun du PSE, réunissant les 27 partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe : le « Manifesto ». Il faut le reconnaître, c'est une première et ça ne devait pas être un chantier évident. Ça c'est la forme. Car dans le fond, le Manifesto pouvait être amendé par d'autres propositions selon les particularités nationales. Ce qui fut fait par le PS français. Mais alors pourquoi la mayonnaise n'a-t-elle pas pris ? Pourquoi cette lourde défaite de ceux qui ont élaboré le Manifesto ? Pourquoi n'a-t-il pas eu les faveurs des salariés ?

Une partie des réponses se trouvent dans les positionnements et les attitudes contradictoires du PSE face au PPE. En effet, depuis de trop nombreuses années, le PSE a une attitude collaboratrice avec le PPE et démontre quotidiennement qu'il est en contradiction flagrante avec sa propre idéologie, gagné qu'il est par les idées néolibérales. La majorité des directives prises sur l'initiative de la Commission européenne gérée par le PPE, et qui détruisent nos services publics, ainsi que nos protections sociales collectives et solidaires, ont été votées par le PSE. Et en politique, les confusions de positionnement et d'attitude ne font pas recettes.

Le vote de la directive allongeant la durée du travail hebdomadaire maximum de 48 à 65 heures, le vote du 3^e paquet sur la libéralisation de l'énergie, sur le démantèlement des services publics de La Poste, et, plus grave, le vote du TCE puis du TME, au parlement européen par le PSE ne peuvent que prouver le tête-à-queue idéologique et le discrédit du PSE

parmi les salariés européens.

Dans ces conditions, quelle bonne raison peut-elle pousser à voter pour des partis sociaux-démocrates et socialistes qui ne défendent plus les intérêts des salariés, mais collaborent avec celles et ceux qui rêvent de subordonner ces mêmes salariés aux lois des marchés. Dans le même sens, comment défendre le « Manifesto » qui se réfère toujours au défunt TME en dépit du non Irlandais et qui se veut être plus social, alors que les perspectives offertes par le TME vont à l'encontre d'une Europe sociale, démocratique et citoyenne. La contradiction est saisissante.

Notre génération est le triste témoin des défaites successives des partis socialistes et sociaux-démocrates, hélas gagnés par des idées néolibérales qui sont à l'origine de leurs discrédits aux yeux des salariés. Le temps est venu pour nous d'affirmer les frontières qui nous séparent de la droite et du néolibéralisme. Cette défaite a encore une fois prouvé que, sans clarification politique d'ensemble, nous ne cesserons de payer notre instabilité idéologique dont la première conséquence est l'éparpillement de la gauche. Alors, il nous appartient, en tant que parti majoritaire de la gauche, d'organiser l'élaboration d'un véritable programme commun avec toute la gauche et les verts avec lesquels nous avons une compatibilité idéologique et un intérêt commun. Un programme résolument à gauche tourné vers notre base sociale et électorale : les salariés.

Il est de bon ton de rappeler qu'à chaque fois que nous avons failli à notre rôle et mission de défendre les salariés, nous l'avons payé au prix de lourdes défaites. Mais il ne suffit pas de mettre en avant de façon automatique la forte abstention et le fonctionnement interne du PS avec ses sensibilités et courants pour expliquer notre défaite. Car la forte abstention, même si les voix de gauche sont majoritaires, a une cause. C'est bien notre incapacité à rassembler la gauche autour d'un programme commun condensé, pour une Europe des 35 heures, du Smic par le haut, de la protection sociale collective et solidaire, pour une Europe démocratique, sociale et citoyenne... Car ce sont ces thèmes qui accrochent les citoyens. L'histoire et l'actualité passées sont là pour le prouver. En 1981, grâce à la retraite à 60 ans, aux 39 heures, en 1997 avec les 35 heures, en 2004 avec les 35 heures et le Smic européen, c'est bel et bien notre parti socialiste avec l'ensemble de la gauche qui l'a emporté. ❖❖

De la vieille SFIO au PS et à l'union de la gauche

Un mouvement socialiste atone face à la droite, une sclérose idéologique qui mène à la cartellisation du parti, des erreurs politiques graves dont on ne tire aucune leçon, une perte de vue au niveau national qui pousse le parti à se concentrer sur ses fiefs locaux souvent gérés avec le centre... Non, non, nous ne parlons pas du PS de 2009, mais de la SFIO de la fin des années 1960. Et c'est bien connu, « toute ressemblance avec des faits ou des personnages actuels ne serait que pure coïncidence »...



En 1962, la SFIO de Guy Mollet a perdu près de 80 % de ses militants par rapport à l'apogée que constitue la Libération.

La politique du parti en Algérie et le soutien inconditionnel à De Gaulle minent un mouvement qui n'est plus que l'ombre de lui-même. Le PSA, devenu par la suite PSU, a fait scission en 1958 sur la question de l'Algérie et se construit progressivement, tandis que des clubs de réflexion commencent à se développer en marge de la mouvance socialiste officielle.

En 1964, un an avant l'élection présidentielle, le courant rénovateur, prônant derrière Gaston Defferre un vaste rassemblement de la gauche non-communiste, s'impose face à la vieille garde ne comptant que sur les forces du parti pour battre De Gaulle. Mais les alliés des socialistes refusent cette satellisation et Defferre jette l'éponge rapidement. C'est alors l'heure de Mitterrand qui a compris que seule l'unité politique de la gauche démocratique et du PCF pouvait mener à la victoire face à De Gaulle. En 1965, la campagne du candidat unique de toute la gauche est bonne. Il parvient même à mettre l'homme du 18 juin en ballottage, ce qui est à l'époque totalement inespéré ! Mitterrand fonde dans la foulée une Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste (FGDS) qui regroupe sa Convention des Institutions Républicaines (CIR), la SFIO, les radicaux, et de nombreux clubs progressistes. La route de l'unité semble tracée.

Mais vint le joli mois de mai 1968, qui changea le cours de l'histoire. La FGDS passe presque totalement à côté de l'événement. Mitterrand, lui, fait l'erreur politique de sa vie en présentant sa candidature à d'éventuelles présidentielles anticipées lorsque le vide du pouvoir fut devenu patent. Ses détracteurs purent dénoncer à l'envie son ambition personnelle et son opportunisme... Après la reprise en main du pays par le pouvoir gaulliste, encerclée qu'elle était par des gauchistes en plein essor et par des stalinien, qui avaient réussi à briser la contestation, la SFIO faisait de nouveau figure de parti du passé... En 1969, Mitterrand étant momentanément hors-jeu, le candidat socialiste Gaston Defferre, hostile à tout rassemblement de la gauche, atteignait difficilement la barre des 5 %, faisant jeu égal avec l'extrême-gauche, tandis que le candidat PCF Jacques Duclos dépassait largement les 20 %... C'est un enterrement de 1^{re} classe pour la SFIO.

Pourtant, deux ans après la désillusion de 1969, à Épinay, le nouveau PS entamait la reconquête. Déjà, le printemps 1969 est le cadre d'un double congrès de dépassement de la SFIO, d'Alfortville à Issy-les-Moulineaux. Rentrent successivement dans ce « Nouveau Parti Socialiste » les clubs proches d'Alain Savary (l'un des fondateurs du PSA) et les clubs organisés autour de Jean Poperen (venu des rangs du PCF, puis du PSU). C'est la gauche dans toute sa diversité qui forme le NPS puisque les néo-marxistes du CERES avaient rejoint les rangs socialistes dès 1966. Épinay ne constitue finalement que l'achèvement de cette dynamique unitaire pour le jeune PS qui se dote d'un nouveau leader et prône enfin clairement l'unité de toute la gauche. Cette marche vers l'unité socialiste doit nous inspirer dans une période où les symptômes qui ont tué la vieille SFIO réapparaissent et où la gauche doit se réinventer pour lutter contre la droite et contre le capitalisme. ❖



Par Jean-François Claudon (75)

Une mobilisation extraordinaire

État des lieux des campus universitaires français

L'année universitaire s'achève. Pour les étudiants, le programme est chargé. Entre les examens décalés, les rattrapages différés, la recherche d'un job, la préparation des vacances, le déménagement prévu de longs mois à l'avance, tout s'accumule en cette fin de mois de juin. Et, parole d'étudiante, morosité et déception planent sur les campus où la mobilisation a été la plus forte. Retour sur une mobilisation extraordinaire qui risque de marquer durablement la communauté universitaire française.

Des enseignants, fers de lance de la mobilisation...

Après s'être battus, fin 2007, contre l'instauration de l'autonomie des universités, l'ensemble de la communauté universitaire (personnels enseignants, administratifs, ouvriers et étudiants) découvre ce qu'est, dans les faits, « l'autonomie »... Une autonomie de façade, de moyens mais une obligation d'appliquer fidèlement tout ce qu'impose le Ministère ce sans quoi les subventions sont revues à la baisse. Et c'est là que ça coince...

Dès janvier, le décret portant modification du statut des enseignants-chercheurs ébranle l'ensemble du corps professoral. Alliance sans précédent d'une corporation, des plus conservateurs aux plus progressistes, tous unis pour s'opposer à un décret inepte. La mobilisation est extraordinaire car sans précédent. Ce sont les enseignants qui débrayent, ce sont eux qui encouragent à l'agitation, à la révolte sur les facts.

Et des étudiants révoltés

Et les étudiants suivent... Fin janvier, plusieurs universités ont cessé les cours, sont en grève, bloquées. Les étudiants reprennent les mots d'ordre de leurs profs. Y ajoutent l'opposition ferme à la réforme des IUFM, à la Masterisation des concours. Ils « suivent » même un peu trop, peinant à proposer de nouveaux mots d'ordre, de nouvelles revendications. Et pourtant, les étudiants ne manquent pas de problèmes, d'angoisses et de nécessités. Ils « suivent » un peu trop en

se privant de leur seule arme, dès le début des enseignements du second semestre. Ils ne prennent pas en main leur mobilisation, se laissant guider par une corporation qui, elle, découvre le mouvement social.

Commencée trop tôt, la mobilisation étudiante dure, piétine. Absence de coordination nationale, revendications syndicales en décalage avec la réalité étudiante. Car les étudiants sont sévères mais unanimes. C'est contre la LRU qu'il faut se battre, sans détour ni ambages. Alors ça coince une deuxième fois. Après le bras de fer contre le Gouvernement, il faut engager un bras de fer contre les centrales syndicales qui ne reprennent pas les revendications étudiants, qui ne portent plus, sur la table du Ministère, les aspirations profondes de la jeunesse.

Ni victoire, ni défaite

La mobilisation dure et elle ne se termine pas. Elle ne connaît pas de fin. Elle est suspendue du fait de l'approche des examens sanctionnant l'année universitaire. Le Gouvernement a bien joué. En usant de la carte du pourrissement, il détourne les étudiants grévistes de l'objet de leurs luttes. Et ce sont l'angoisse, la peur, la nécessité - légitimes - de passer les examens qui l'emportent. Avec des calendriers chaotiques, jusqu'à six semaines de retard, les étudiants



passent leurs examens. Souvent ces examens portent sur des éléments non travaillés durant le semestre, parfois, ils ne portent sur rien. Comme la fin de la mobilisation, les partiels apparaissent vides de sens.

C'est là que le bât blesse. Le Gouvernement, les universités, les directions syndicales, la pression sociale ont voulu faire croire à tout le monde que les « diplômés auraient la même valeur » que les autres années à la condition qu'ils soient attribués normalement, à savoir par le biais d'examens. Après avoir passé leurs examens, les étudiants le savent, ils ne sont pas dupes : les diplômés ne seront pas attribués « normalement » car là où le mouvement a duré plus de deux mois, les enseignements (ou plutôt l'absence d'enseignements) n'ont pas permis aux étudiants d'acquérir suffisamment de connaissances pour subir des examens « normaux ».

Tristement extraordinaire

Cette mobilisation a été extraordinaire, par son impulsion d'un corps hétérogène et dont les intérêts étaient divergents, par l'unité de la communauté qui en a initialement découlé, par l'impuissance des uns à finalement imposer leurs revendications auprès des autres, par la durée de la mobilisation et, enfin, par les conséquences qui en découlent.

Cette mobilisation a enfin été extraordinaire par l'inquiétant silence médiatique qu'elle a suscité autour des universités françaises... Et pour cause ! Aucun parti politique n'a soutenu pleinement et entièrement la grève étudiante de ce début d'année. Aucun parti politique n'a proposé des solutions concrètes pour améliorer les conditions d'études et de vie des étudiants. Qu'on ne se plaigne pas si 70 % des jeunes ne se déplacent pas voter



Étudiants nantais mobilisés contre la LRU à l'automne 2007

lors des élections européennes... Quelle perspective et quel avenir offrons-nous à la jeunesse ? C'est à ces défis qu'il nous faut répondre si l'on veut réconcilier la jeunesse et l'offre politique.

Les solutions existent, imposons-les !

Le courage politique était d'exiger l'abrogation de la LRU comme mot d'ordre unitaire et efficace. De l'exiger par souci de clarté, d'efficacité mais aussi parce qu'il n'est pas possible, pour nous, socialistes, de défendre l'autonomie des universités. Défendre le service public d'enseignement supérieur, défendre l'allocation des moyens aux universités sur des critères objectifs (nombre d'étudiants, superficie d'un bâtiment...), c'est défendre l'égalité de droit de toutes et tous.

Le courage politique était également d'affirmer que les étudiants sont en situation fragile, précaire, et de dire que ça n'est ni une normalité, ni une fatalité. À l'heure où la crise touche toutes les familles, où chacune et chacun connaît des hommes et des femmes qui sont licenciés, qui ne trouvent pas de travail, l'audace était de revendiquer une allocation de formation universelle, de mettre enfin en sécurité sociale les étudiants. Affirmer qu'un étudiant ne doit pas être salarié (auquel cas il occupe le travail de quelqu'un qui recherche un emploi) et qu'il ne doit pas « galérer » eut été la moindre des choses...

Être à la hauteur des aspirations de la jeunesse

Pour terminer, il nous faut nous rappeler qu'il ne faut pas craindre la jeunesse. Elle est exigeante, certes. Intransigeante également. Cependant, elle porte en elle la révolte profonde, le malaise de familles entières. Elle se mobilise tous les ans depuis que la droite est au pouvoir. Et alors ? Socrate affirmait que « rien n'est trop difficile pour la jeunesse ». Celle-ci a décidé de s'attaquer de front à la politique du Gouvernement Fillon. Et alors ? Devons-nous avoir peur d'une jeunesse qui se bat contre les forces réacs du pays ? Certainement pas. Soyons à leurs côtés. À nous d'être à la hauteur ! ::

Par Marlène Collineau (44)

Éric Besson : Ministre du pipeau et du drapeau

Éric Besson, notre actuel ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire semble aussi être celui du mensonge, de la calomnie et de la fourberie. Non content d'être entré dans les annales de l'histoire de France comme le félon du 21^e siècle, il remet en question de nombreux acquis de notre République et ce, dans une indifférence quasi générale. Si le bilan en matière d'immigration est catastrophique, deux actions du ministre méritent que l'on s'y attarde un peu plus en détails.

Premièrement, sur la question du délit de solidarité. Le ministre ose en effet affirmer que personne « *n'a jamais été condamné en France [...] pour avoir hébergé à son domicile un étranger en situation irrégulière* » Un citoyen s'intéressant un tant soit peu au droit français (mais Monsieur Besson semble plus intéressé par sa carrière que par la jurisprudence) sait pertinemment que cette affirmation est une aberration. De nombreux arrêts rendus par la cour de Cassation prouvent le contraire et ceci jusqu'à un point dépassant parfois l'entendement. Par exemple, un arrêt de la cour d'appel de Grenoble datant de 1989 rappelle que le simple fait de porter les bagages d'un étranger qui franchit la frontière par ses propres moyens constitue un délit... Notons qu'il ne s'agit en rien d'un arrêt isolé. En clair, ce délit de solidarité existe non seulement en Droit mais aussi malheureusement dans les faits. Au lieu de mettre fin à cette mesure honteuse, le ministre préfère la cacher derrière un odieux mensonge. En outre, le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien aux Travailleurs Immigrés) a entrepris un travail de fond pour répliquer à l'affirmation d'Éric Besson sur ce délit de solidarité qui n'existerait pas. Cela n'a pas plu au ministre et celui ci n'a trouvé comme arme pour riposter que l'attaque ad hominem osant affirmer que « *la crédibilité du GISTI en la matière est quasiment nulle* » C'est proprement



sidérant d'affirmer cela quand on voit le bilan de ce groupe (pour plus d'information sur son bilan impressionnant <http://www.gisti.org>).

Le mensonge et la calomnie, voilà derrière quoi se cache le ministre pour fuir ses responsabilités en matière d'immigration.

Enfin, sur la question du marché des centres de rétention. La loi impose en effet la présence dans les centres de rétention d'intervenants extérieurs pour assurer, de manière impartiale, l'information des étrangers sur leurs droits et, le cas échéant, leur permettre de former les recours auxquels ils ont droit, et surveiller les conditions de rétention. Jusqu'à présent, le Comité Inter Mouvements Auprès Des Evacués (CIMADE) était la seule association autorisée à intervenir dans les Centres de Rétention. Elle remplissait ce rôle sans qu'aucun reproche ne puisse lui être fait : les permanences sont tenues, les bénévoles sont compétents et disponibles et souvent les intermédiaires des avocats pour la transmission des documents. Le hic : son rapport annuel dénonçait régulièrement la situation déplorable dans les Centres de Rétention. Le ministre a donc décidé de faire taire la CIMADE et, selon le principe « *diviser pour mieux régner* », il a décidé de diviser le marché des Centres de Rétention en huit lots et de les soumettre à un appel d'offres ! Alors que la CIMADE faisait un travail exemplaire, elle se voit remplacée par d'autres collectifs dont l'un d'entre eux (le collectif Respect) a été en fait créé et présidé jusqu'en janvier 2008 par un membre de l'UMP, chargé de mission du ministère de l'Immigration. En clair une association sous marin de l'UMP...

Décidément, ce ministre n'est pas félon à mi-temps. ❖❖

Par Xavier Bourdon (44)

Looking for Eric : un Ken Loach inattendu

En mai dernier, est sorti le dernier film du grand cinéaste britannique Ken Loach, véritable maître du cinéma social. Il est, entre autres, le réalisateur de *Land and Freedom*, implacable dénonciation du stalinisme pendant la guerre civile espagnole de 1936-1939, et du *Vent se lève*, intense et émouvante évocation de la révolution irlandaise pour l'indépendance, récompensé par la Palme d'or 2006 au festival de Cannes. Il a aussi raconté dans d'autres films les luttes ouvrières, la misère sociale et humaine de l'Angleterre des années Thatcher-Blair avec une intensité rare. Loach est une des grandes voix de la gauche britannique et n'a jamais hésité à dénoncer l'impérialisme blairiste en Irak ou la politique du New Labour tournant le dos aux aspirations populaires.

Dans son dernier film, le réalisateur délaisse un peu son côté militant et adopte une tonalité différente : décalée et pleine d'humour. Ce film est le fruit d'une rencontre inédite entre le cinéaste et l'ex-footballeur français Éric Cantona. Idole des supporters de Manchester United entre 1993 et 1997, Cantona était un sportif haut en couleur : grande gueule et iconoclaste... Bien loin de l'image de certains joueurs d'aujourd'hui : égocentriques et seulement soucieux de ne pas payer trop d'impôts sur leurs indécentes salaires.

Dans *Looking for Eric*, on est plongé dans le quotidien d'un postier (prénom Éric) vivant dans les quartiers populaires de Manchester. Séparé de sa femme, dépassé par deux jeunes ados qui vivent chez lui, son quotidien est bien monotone. Il voudrait reconquérir son ex qu'il avait décidé de quitter sans explication il y a presque 30 ans. Il va alors demander conseil à son idole Cantona qui sort du poster placardé dans sa chambre. C'est alors un Cantona fidèle à lui-même qui apparaît à l'écran : grandiloquent mais tentant de démêler les ressorts de l'Homme et de ses contradictions. Il file, à plusieurs reprises, la métaphore sportive pour inciter Éric (le héros du film) à refuser la fatalité et la résignation. Le héros va alors

prendre des décisions nouvelles et courageuses. Il vient notamment en aide à ses deux beaux-fils aux prises avec des caïds bling-bling que Ken Loach va prendre un malin plaisir à ridiculiser.

Cette plongée dans le quotidien de ces salariés est particulièrement réussie et la prestation de Cantona est la véritable cerise sur le gâteau de l'ensemble. Un Ken Loach plus optimiste qu'à l'accoutumée qui est une bouffée d'air frais pour envisager l'avenir de notre camp avec plus de sérénité et de force ! ::

Par Julien Guérin (CNA)



Comité de rédaction : **Numéro 23 | juin 2009**
Johann Cesa (42) **courriel :** unite_journal@yahoo.fr
Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
Marlène Colineau (44) **Photographies et dessins :**
Tunjaï Cilgi (64) p. 1 : Droits inconnus
Jean-François Claudon (75) pp. 4 et 5 : Régis Hémon CC-BY-NC-SA
Cédric Gouin (03) p. 6 : Photo extraite du blog <http://www.maitre-eolas.fr>
Julien Guérin (43) p. 7 : Affiche du film, DR
Yoann Rouvière (43)
Ernest Simon (44) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
David Torres (32)
Maquette :
Nicolas Nocet (44)
David Torres (32)

Lisez *Unité*,
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Carnet de Conseil national

Le conseil national du MJS, qui a eu lieu les 20 et 21 juin dernier, avait déjà un petit goût de congrès. Nous avons pu assister à un phénomène de concentration où chaque groupe politique s'affichait comme un bloc et lançait des clins d'œil aux sensibilités dont il souhaitait se rapprocher. Le ridicule fut même atteint lorsqu'un groupe politique, qui venait de voter contre une résolution d'une autre sensibilité, s'en excusa pratiquement en affirmant que le texte était bien écrit et en rajoutant des politesses superflues. Le Mouvement des Jeunes Socialistes est autonome du Parti Socialiste, ce qui ne l'empêche pas de reproduire parfois à l'identique certaines pratiques...

Samedi matin, j'ai apprécié le discours d'ouverture d'Antoine Détourné. Il a insisté sur la nécessité de placer le social au cœur de nos préoccupations. Il nous a offert une analyse du scrutin européen qui avait le mérite de dire que c'est bien notre base électorale qui a boudé les urnes. Ensuite, ce fut le débat sur les contributions. Les représentants de chaque sensibilité se sont efforcés d'être le plus long possible, puis ce sont 32 mains (notre camarade Guillaume a compté) qui se sont levées afin de débattre sur les textes. On attribua uniquement 2 minutes à chacun, dommage ! D'autant plus qu'une bonne partie des intervenants prenait la parole pour dire peu ou prou la même chose que son camarade de courant qui avait parlé avant lui... Au lieu d'avoir un réel débat qui aurait pu être constructif, la discussion s'est transformée en démonstration de force. C'était à la sensibilité minoritaire qui montrerait le plus ses muscles !

En fin de journée, nous avons eu un débat avec le représentant des Jeunes Communistes. Je salue l'initiative de Tristan Lahais, qui a pu permettre de poser la première pierre à l'édifice d'une unité future des partis de gauche. Oui au front commun de la gauche ! Oui à l'unité de la jeune gauche ! Enfin, le samedi soir a été consacré à la rédaction d'un règlement interne en vue du congrès.

Dimanche matin, place aux résolutions. Notre résolution sur l'emploi est passée sans encombre, même si les strausskahnien et les JSR se sont déclarés en désaccord avec notre proposition de faire passer le SMIC à 1 500 € net tout de suite. Rien d'étonnant. Nous avons également marqué des points lors du vote de notre résolution sur la nationalisation des banques. Enfin nous avons dû retirer notre résolution sur l'unité de la gauche au profit d'une autre qui nous convenait sur le fond.

Au final, ce Conseil National nous a permis d'affirmer, avec d'autres, l'exigence d'un programme commun pour 2012, de clamer notre refus de toute alliance avec le MoDem aux régionales et de proposer aux salariés et à la jeunesse une véritable alternative à la politique libérale de Nicolas Sarkozy. Quant aux bruits de couloir où certains excellent, no comment...

Par Johann Cesa (42)

International

Retrouvez l'article

L'Iran à la croisée des chemins

par J-F Claudon

sur notre site :

<http://tinyurl.com/OS-iran>

L'équipe de rédaction de

l'Offensive Socialiste vous

souhaite un bon été et espère

vous retrouver à la rentrée

pour un numéro spécial